

Elevages  
2 rue Kerivoal  
29334 QUIMPER

QUIMPER, le 06/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **EARL LE TRISKEL**

LOCMENVEN  
29410 Guiclan

Références :  
Code AIOT : 0052903877

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2023 dans l'établissement EARL LE TRISKEL implanté Keralaouen 29800 Saint-Thonan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EARL LE TRISKEL
- Keralaouen 29800 Saint-Thonan
- Code AIOT : 0052903877
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation est enregistrée par arrêté préfectoral n° 67/2017 AE du 18/08/2017 pour l'exploitation d'un atelier porcin de 3054 porcs charcutiers au lieu dit Keralaouen ( 2766 places de porcs charcutiers) et Créac'h Coadic ( 288 places de porcs charcutiers) en StThonan.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- [Inspection des prescriptions installations classées](#)

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

-

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire                          | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--|--|--|--|-----------------------|
| 2  | Conformité de l'installation à la demande d'autorisation               | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3      | /  | Lettre de suite préfectorale   | 3 mois                |
| 3  | Propreté des installations   | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6      | /  | Lettre de suite préfectorale   | 3 mois                |
| 4  | Tenue du registre des risques  | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8      | /  | Lettre de suite préfectorale   | 3 mois                |
| 10 | Dispositions relatives aux prélèvement d'eau (compteur, disconnecteur) | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17     | /  | Lettre de suite préfectorale   | 1 mois                |
| 11 | Dispositions relatives aux forages (implantation, protection, tête)    | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19     | /  | Lettre de suite préfectorale   | 3 mois                |
| 12 | Collecte des effluents   | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I   | /  | Lettre de suite préfectorale   | 3 mois                |
| 13 | Capacités de stockage des effluents                                    | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III | /  | Lettre de suite préfectorale   | 3 mois                |
| 14 | Collecte des eaux de pluie   | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24     | /  | Lettre de suite préfectorale   | 3 mois                |
| 16 | Dispositions relatives au compostage, températures                     | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 29     | /  | Lettre de suite préfectorale   |                       |
| 17 | Bordereaux import, export  | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30     | /  | Lettre de suite préfectorale   | 2 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire                         | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|---|---|-------------------|
| 1  | Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier | Arrêté Préfectoral du 18/08/2017, article 1     | /   | Sans objet        |
| 5  | Étanchéité des ouvrages de stockage d'effluents                      | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II | /   | Sans objet        |
| 6  | Accessibilité aux services de secours                                | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12    | /   | Sans objet        |
| 7  | Défense contre l'incendie  | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13    | /   | Sans objet        |
| 8  | Installations électriques et techniques                              | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14    | /   | Sans objet        |
| 9  | Déclaration annuelle des flux d'azote                                | Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2   | /   | Sans objet        |
| 15 | Absence de rejets directs d'effluents                                | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25    | /   | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- Présenter un plan de masse actualisé
- Notifier l'arrêt du site de Créac'h Coadic à Saint Thonan
- Apporter une réponse au courrier du 21/04/2023 concernant la demande de complément suite à l'instruction du dossier déposé le 10/08/2021.
- Renforcer la protection du forage,
- Protéger les regards d'eaux pluviales situés à proximité du hangar de compostage.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/08/2017, article 1  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, dispositions générales   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Effectifs de l'AP  |
| <b>Constats :</b><br>Les effectifs produits durant la campagne 2021/2022 sont de 9196 porcs charcutiers.<br>La production annuelle autorisée dans le dossier est de 9162 porcs charcutiers. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

## N° 2 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement.<br>L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.   |
| <b>Constats :</b><br>Le plan de masse présenté au dossier n'est pas représentatif du fonctionnement réel.<br>Certains bâtiments ne sont plus exploités, car ils ne font pas partie de la reprise.<br>De plus la nomenclature des ouvrages de stockage n'est pas exacte.<br>Les différents réseaux des effluents d'élevage ne sont pas indiqués ou sont incorrects<br><br><b>Un plan de masse actualisé devra être produit en faisant apparaître les réseaux des effluents d'élevage et des eaux pluviales.</b><br><b>Les regards de pompage de lisier et les regards des eaux pluviales seront à positionner sur le plan.</b><br><br>Par ailleurs, le 10/08/2021, vous avez déposé un dossier en vue d'une extension sur le site de Kéra-laouen et d'une cessation sur le site de Créac'h Coadic.<br>Par courrier du 19/07/2022 et 21/04/2023, il vous a été notifié que votre dossier n'était pas conforme aux dispositions réglementaires, et il vous a été demandé de déposer un complément au dossier. A ce jour, ces courriers n'ont reçu aucune réponse de votre part.<br>Lors de l'inspection vous avez précisé que le projet était modifié. Le site de Créac'h Coadic n'est plus exploité. Il a été vendu en 2021. Cependant l'augmentation des charcutiers sur le site de Kéra-laouen est toujours d'actualité, mais sans avoir recours à de nouveaux bâtiments.<br><b>- Déposer un avenant au dossier initial afin de présenter les modifications prévues, et de justifier l'augmentation possible des porcs charcutiers sans constructions.</b><br><b>De plus vous êtes tenu de répondre au courrier du 21/04/2023 afin d'informer l'inspecteur en charge de l'instruction de votre dossier des modifications du projet.</b> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale   |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois   |

## N° 3 : Propreté des installations

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.  |
| <b>Constats :</b><br>La végétation autour des différents ouvrages de stockage de la station de traitement a été fauchée. Une intervention régulière devra être programmée pour maîtriser la végétation afin de rendre accessible les regards de drains au niveau des fosses.<br><br>A l'arrière du hangar de traitement, la végétation est envahissante, ne permettant pas de vérifier |

|  |
|--|
| l'étanchéité des ouvrages de traitement.                                   |
| Remettre en état les abords de l'installation en maîtrisant la végétation. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                              |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale                |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                      |

#### N° 4 : Tenue du registre des risques

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage) ou de liquides inflammables, sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion. |
| <b>Constats :</b><br>Le registre des risques n'est pas mis à disposition des salariés.<br><br>Donner à connaissance le registre des risques aux salariés de l'installation et le tenir à disposition.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale   |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois   |

#### N° 5 : Étanchéité des ouvrages de stockage d'effluents

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle/DN   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.<br><br>Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité.<br><br>Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.<br><br>Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats. |
| <b>Constats :</b><br>Il n'a pas été constaté d'écoulement d'effluent issus des différents ouvrages de stockage le jour de l'inspection.  |

|  |
|--|
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet    |

## N° 6 : Accessibilité aux services de secours

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p> |
| <p><b>Constats :</b><br/>L'accès à l'exploitation est suffisamment dimensionné.</p>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

## N° 7 : Défense contre l'incendie

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.</p> <p>A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.</p> <p>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.</p> <p>Ces moyens sont complétés :<br/>- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;<br/>- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.</p> <p>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en</p> |

|   |
|---|
| <p>vigueur.</p> <p>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;</li> <li>- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;</li> <li>- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;</li> <li>- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;</li> </ul> <p>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Présence d'extincteur.</p> <p>Revoir le positionnement des extincteurs sur le plan de masse.</p> <p>La protection externe est assurée par la lagune STO6 de 2200 m3 utile. Un passage du SDIS à permis cette validation, qui sera actée dès l'installation des panneaux de localisation.</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>  |

#### N° 8 : Installations électriques et techniques

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p> <p>Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Attestation de conformité des installations électriques fait par la société Anavalec.</p> <p>Une vérification du Q18 et Q19 a été réalisé fin juillet 2023 par la société de contrôle Véritas. L'exploitant est en attente des rapports.</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>  |



**N° 9 : Déclaration annuelle des flux d'azote**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse/DN  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>PAR 6 Art 4.2 : Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricole située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées. En application de l'article L.211-3, point III du code de l'environnement, cette obligation est étendue aux vendeurs d'azote minéral et aux opérateurs effectuant la transformation d'effluents d'élevage et/ou le commerce de fertilisants organiques produits à partir d'effluents d'élevage. La déclaration couvre la période allant du 1er septembre de l'année précédant l'année en cours au 31 août de l'année en cours et s'applique à l'ensemble des personnes mentionnées dans cet article. |
| <b>Constats :</b><br>La déclaration de flux d'azote est commune aux deux sites (Le Vizoc en Ploudaniel et Keralaoen en St Thonan).<br><br>Les quantités de lisier traités et de transfert de lisier brut sont notés.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**N° 10 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, dispositions générales   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les dispositions de la présente section s'appliquent aux activités d'élevage de l'installation, à l'exclusion de toute autre activité, notamment d'irrigation.<br><br>Le prélèvement, lorsqu'il se situe dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement, est conforme aux mesures de répartition applicables.<br><br>Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation.<br><br>Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau. |
| <b>Constats :</b><br>Présence d'un compteur. Cependant aucun relevé des consommations n'est réalisé.<br><br>Réaliser un relevé des consommations d'eau de manière mensuelle si la consommation est inférieure à 100m <sup>3</sup> jour.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale   |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois   |

**N° 11 : Dispositions relatives aux forages (implantation, protection, tête)**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé. |
| <b>Constats :</b><br>L'ouvrage n'est pas suffisamment sécurisé, même si il est situé dans un local.<br><br>Le regard devra être rehaussé et muni d'un couvercle sécurisé.          |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale  |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois  |

**N° 12 : Collecte des effluents**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle/DN   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage. Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. |
| <b>Constats :</b><br>Le circuit de collecte des effluents a évolué. Aucune modification n'a été présentée au service de l'inspection.<br><br>Le plan de masse devra être actualisé   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale  |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois  |

**N° 13 : Capacités de stockage des effluents**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle/DN  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les capacités minimales des équipements de stockage des effluents d'élevage répondent aux dispositions prises en application du 2° du I de l'article R. 211-81 du code de l'environnement. |
| <b>Constats :</b><br>Tous les ouvrages ne sont pas listés ni positionnés sur le plan de masse.<br>En effet des puisards sont utilisés pour le transfert vers la fosse de réception.<br><br>Les modifications sont à présenter.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |

|   |
|---|
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                       |

#### N° 14 : Collecte des eaux de pluie

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle/DN   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier. |
| <b>Constats :</b><br>Les regards des eaux pluviales ne sont pas positionnées sur le plan de masse.<br><br>Il a été constaté des regards à proximité du hangar de compostage. Le risque d'écoulement et de rejets de matières vers le milieu n'est pas nul.<br>Sécuriser les regards d'eau pluviales au niveau du hangar de compostage  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale  |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois  |

#### N° 15 : Absence de rejets directs d'effluents

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25                                |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle/DN   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les rejets directs d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits. |
| <b>Constats :</b><br>Il n'a pas été constaté de rejet d'effluent dans le milieu                              |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

#### N° 16 : Dispositions relatives au compostage, températures

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 29   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les composts sont élaborés, préalablement à leur épandage, dans les conditions suivantes :<br>— les andains font l'objet d'au minimum deux retournements ou d'une aération forcée ;<br>— la température des andains est supérieure à 55 °C pendant quinze jours ou à 50 °C pendant six semaines.<br>Lorsque les quantités des matières traitées dépassent les seuils de la rubrique 2780 prise en application du livre V du code de l'environnement, les installations correspondants sont déclarées, enregistrées ou autorisées à ce titre. |
| <b>Constats :</b>   |

|   |
|---|
| Le procédé de compostage n'est pas tracé sur l'exploitation |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites               |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale |

**N° 17 : Bordereaux import, export**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse/DN  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/> Les effluents d'élevage provenant des activités d'élevage de l'exploitation peuvent, totalement ou en partie, être traités sur une installation enregistrée, autorisée ou déclarée au titre d'un traitement spécialisé conformément au titre Ier du livre II, ou du titre Ier du livre V du code de l'environnement.</p> <p>Le cas échéant, l'exploitant tient à la disposition de « l'inspection de l'environnement, spécialité » installations classées le relevé des quantités livrées et la date de livraison.</p> |
| <p><b>Constats :</b><br/> Absence de bordereaux d'importation de lisier du site de Ploudaniel vers le site de St Thonan.<br/> Dès la campagne en cours, Tenir une traçabilité des importations de lisier de porc vers la station de traitement</p>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale  |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois  |